alinéa 2 ci-dessus sera réduite de 20% tant qu'ils n'habiteront pas avec leur famille.

5. En cas de faute ayant entraîné le renvoi ou l'ouverture d'une procédure disciplinaire, conformément à l'alinéa 3 de l'article 523, le paiement de l'indemnité sous alinéa 2 ci-dessus sera suspendu jusqu'à ce qu'une décision intervienne. Si le renvoi est rapporté ou si la procédure disciplinaire n'aboutit pas à une révocation le montant retenu sera versé au fonctionnaire.

Article 520

Les allocations pécuniaires qui, après le retour des fonctionnaires allemands au service allemand, viendraient à être accordées rétroactivement aux fonctionnaires polonais des chemins de fer de la Haute Silésie polonaise pour une période pendant laquelle les fonctionnaires allemands ont été au service de la Pologne en vertu du présent titre, devront être également versées à ces fonctionnaires.

Article 521

Tous les paiements de traitements, d'allocations, d'indemnités et autres versements à effectuer en vertu du présent titre devront l'être en monnaie allemande (marks allemands à la valeur nominale).

Article 522

1. — En vue de la défense des intérêts économiques et professionnels des fonctionnaires allemands, un fonctionnaire supérieur allemand collaborera, en qualité de co-directeur du personnel allemand, à toutes les mesures intéressant le personnel allemand et qui sont de la compétence de la Direction (engagements, promotions, traitements, questions générales touchant les congés, parcours gratuit, transferts, déplacements passagers, logement, uniforme, institutions pour le bien-être du personnel, assistance, punitions, recours, tableaux réguliers de service, affectation du personnel, dommages-intérêts, etc.). Ce co-directeur deviendra membre ordinaire de la Direction polonaise. A son égard, le pouvoir disciplinaire sera exercé en commun par le Président de la Direction des chemins de fer allemands d'Oppeln et par celui de la Direction des chemins de fer polonais de Katowice. En fixant ses occupations, on tiendra compte du temps qui doit lui être réservé pour l'accomplissement de ses devoirs de co-directeur du personnel.

Artikels bezeichnete Abfindung für die Dienstleistung in Polen um 20 v. H. für die Zeit der getrennten Haushaltführung ermäßigt.

(5) Bei einer Verfehlung, welche die Kündigung oder ein förmliches Disziplinarverfahren gemäß Artikel 523 Abs. 3 zur Folge hat, wird die Zahlung der Abfindungssumme bis zur Entscheidung vorläufig gesperrt. Bei Rücknahme der Kündigung oder bei Nichtentfernung aus dem Amte wird der gesperrte Betrag nachgezahlt.

Artikel 520

Geldliche Zuwendungen, die polnischen Eisenbahnbeamten in Polnisch-Oberschlesien nach Rückübernahme der deutschen Beamten in den deutschen Dienst rückwirkend für eine Zeit gemacht werden, in der deutsche Beamte auf Grund dieses Titels polnische Dienste verrichtet haben, müssen auch diesen Beamten zugute kommen.

Artikel 521

Alle Zahlungen von Diensteinkommenbeträgen und anderen Zuwendungen und Bezügen sowie alle sonstigen Zahlungen auf Grund dieses Titels sind in deutscher Währung (Reichsmark zum Nennwert) zu leisten.

Artikel 522

(1) Bei der Bearbeitung der zur Zuständigkeit der Eisenbahndirektion gehörenden Personalangelegenheiten (Anstellung, Beförderung, Besoldung, allgemeine Urlaubsfragen, Freifahrt, Versetzung, Kommandierung, Wohnung, Dienstkleidung, Wohlfahrt, Unterstützung, Bestrafung, Beschwerden, regelmäßige Dienstpläne, Beschäftigung, Heranziehung zum Schadenersatz u. dgl.) wird zur Wahrnehmung der wirtschaftlichen und beruflichen Interessen der deutschen Beamten ein oberer deutscher Beamter als Personalkodezernent mitwirken, der ordentliches Mitglied der polnischen Eisenbahndirektion wird. Die Disziplinargewalt über ihn wird gemeinsam von den Präsidenten der Eisenbahndirektionen Oppeln und Kattowitz ausgeübt. Bei Aufstellung seines Beschäftigungsplans wird auf seine Tätigkeit als Personalkodezernent Rücksicht genommen.

2. — Le co-directeur sera autorisé à se procurer, par l'entremise de la Direction des chemins de fer d'Oppeln, tous les décrets du Ministre des Communications du Reich concernant les questions de personnel; il aura aussi le droit pour son service de correspondre verbalement ou par écrit avec cette direction.

3. — Le nombre des fonctionnaires allemands attachés au service du personnel sera autant que possible proportionnel au nombre des fonctionnaires allemands par rapport au nombre des fonctionnaires polonais.

Article 523

1. — Le pouvoir disciplinaire à l'égard des fonctionnaires allemands au service des chemins de fer polonais sera exercé conformément aux prescriptions allemandes en vigueur au moment du transfert de la souveraineté.

2. — Les infractions à la discipline, qui ne sont passibles que d'une simple mesure d'ordre (avertissement, réprimande, amende), seront liquidées par la Direction polonaise conformément à l'article 522.

3. — En cas d'accusation basée sur des faits graves susceptibles d'entraîner le renvoi du fonctionnaire, dont le service peut être dénoncé, ou l'ouverture d'une enquête disciplinaire à fins de révocation, s'il s'agit d'un fonctionnaire ne pouvant être que révoqué, la Direction des chemins de fer polonais, après constation des faits, et, si la Direction allemande le demande, complément d'enquête, pourra mettre le fonctionnaire inculpé à la disposition de la Direction des chemins de fer d'Oppeln. L'alinéa 5 de l'article 519 sera applicable en l'espèce.

Article 524

1. — Les dossiers personnels des fonctionnaires allemands et tous les dossiers relatifs à des questions générales touchant le personnel seront mis à la disposition du co-directeur allemand pour qu'il en puisse prendre connaissance. Lors du retour d'un fonctionnaire au service allemand, son dossier personnel sera remis à la Direction des chemins de fer allemands.

2. — Sur demande de l'Administration des chemins de fer allemands, les dossiers personnels des fonctionnaires allemands au service des chemins de fer polonais lui seront confiés temporairement. En outre, il sera établi et il sera envoyé à l'Administration des chemins de fer allemands, sur sa demande, les feuilles matricules concernant ses fonctionnaires au service polonais.

(2) Ihm wird gestattet, sich durch Vermittlung der Eisenbahndirektion Oppeln alle Erlasse des Reichsverkehrsministers, die Personalangelegenheiten betreffen, zu verschaffen und auch mit dieser Eisenbahndirektion in dienstlichen Fragen mündlich und schriftlich zu verkehren.

(3) Die Zahl der deutschen Personalexpedienten wird möglichst dem Verhältnis entsprechen, in dem deutsche Beamte im Vergleich zu polnischen vorhanden sind.

Artikel 523

(1) Die Disziplinargewalt wird gegenüber den im polnischen Eisenbahndienste tätigen deutschen Beamten unter Anwendung der beim Übergange der Staatshoheit bestehenden deutschen Vorschriften ausgeübt.

(2) Disziplinarische Verfehlungen, die durch eine Ordnungsstrafe (Warnung, Verweis, Geldstrafe) ihre Sühne finden können, werden von der polnischen Eisenbahndirektion gemäß Artikel 522 erledigt.

(3) Im Falle der Anschuldigung wegen eines schweren Vergehens, das die Dienstentlassung durch Kündigung bei kündbar angestellten Beamten oder die Einleitung des förmlichen Disziplinarverfahrens mit dem Ziele auf Amtsentfernung bei unkündbar angestellten Beamten zur Folge haben würde, kann die polnische Eisenbahndirektion nach Feststellung des Tatbestandes, der gegebenenfalls auf Wunsch der deutschen Eisenbahnverwaltung zu ergänzen ist, den Beamten der deutschen Eisenbahndirektion Oppeln zur Verfügung stellen. Artikel 519 Abs. 5 findet Anwendung.

Artikel 524

(1) Die Personalakten der deutschen Beamten und alle Akten über allgemeine Personalangelegenheiten stehen dem deutschen Personalkodezernenten zwecks Einsicht zur Verfügung. Bei Rückkehr eines Beamten in den deutschen Dienst werden dessen Personalakten der übernehmenden Eisenbahndirektion übergeben.

(2) Auf Antrag der deutschen Eisenbahnverwaltung werden die Personalakten der deutschen Beamten dieser vorübergehend überlassen, ebenso wird die Anfertigung und Übersendung eines Personalienbogens der beurlaubten Beamten an die deutsche Eisenbahnverwaltung gestattet.

Article 525

Tant que les fonctionnaires allemands seront au service de l'exploitation, tous les ordres dans ce service seront, par mesure de sécurité, donnés en langue allemande. La Feuille officielle et toutes les publications officielles de la Direction de Katowice paraîtront en polonais et en allemand. Toutes les questions personnelles ou disciplinaires touchant les fonctionnaires allemands seront traitées avec eux, oralement ou par écrit, en langue allemande.

Article 526

Pour les heures de service et les heures de repos des fonctionnaires allemands, on appliquera par analogie les prescriptions allemandes qui sont ou seront en vigueur.

Article 527

1. — Les congés et le parcours gratuit accordés aux fonctionnaires allemands seront réglés d'après les principes qui sont ou seront en vigueur sur les chemins de fer allemands. Le congé pourra toujours être passé avec les membres de la famille, les personnes faisant partie du ménage et les domestiques, hors des frontières de la Haute Silésie polonaise.

2. — Le droit au parcours gratuit sera également accordé, conformément aux dispositions allemandes, sur le réseau des chemins de fer du Reich.

3. — Si les prescriptions polonaises en vigueur en Haute Silésie polonaise sur les congés et le parcours gratuit étaient plus libérales, on les appliquera en lieu et place des prescriptions allemandes.

Article 528

Les personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 527 obtiendront gratuitement, non seulement à leur départ définitif du pays (article 542), mais encore en cas de voyages de vacances en Allemagne, le visa nécessaire du passeport; elles jouiront de la franchise de douane pour les bagages à leur usage personnel.

Article 529

Les fonctionnaires allemands tenus de porter l'uniforme conserveront l'uniforme allemand, y compris la casquette de service, et ne pourront être contraints à porter des insignes étrangers.

Article 530

1. — Le logement de service ou logement locatif de service *(Dienstmietwohnung)* des fonc-

Artikel 525

Solange deutsche Beamte tätig sind, wird im Betriebsdienst zur Verhütung von Gefahren die deutsche Sprache als alleinige Kommandosprache angewandt. Das Amtsblatt und alle amtlichen Veröffentlichungen der Kattowitzer Eisenbahndirektion erscheinen in polnischer und in deutscher Sprache. Ferner findet in allen Personal- und Disziplinarangelegenheiten der deutschen Beamten der mündliche und schriftliche Verkehr mit ihnen in deutscher Sprache statt.

Artikel 526

Für die Dienst- und Ruhezeiten der deutschen Beamten sind die jeweils geltenden deutschen Vorschriften sinngemäß anzuwenden.

Artikel 527

(1) Die deutschen Beamten erhalten Urlaub und Freifahrt nach den jeweilig geltenden deutschen Grundsätzen. Sie können den Urlaub mit Familien- und Hausangehörigen und Dienstpersonal jederzeit außerhalb Polnisch-Oberschlesiens verbringen.

(2) Das Recht auf freie Fahrt wird nach den deutschen Bestimmungen auch innerhalb des deutschen Reichsbahngebiets gewährleistet.

(3) Sollten die in Polnisch-Oberschlesien geltenden polnischen Bestimmungen, betreffend Urlaub und Freifahrt, günstiger sein, so sind diese anzuwenden.

Artikel 528

Die im Artikel 527 Abs. 1 bezeichneten Personen erhalten außer bei der Abwanderung (Artikel 542) auch für Urlaubsreisen das erforderliche Paßvisum für Reisen nach Deutschland unentgeltlich; zugleich genießen sie Zollfreiheit für das für ihren persönlichen Gebrauch bestimmte Reisegepäck.

Artikel 529

Die zum Tragen von Uniform verpflichteten Beamten behalten die deutsche Reichsuniform einschließlich der deutschen Dienstmütze und können zum Anlegen fremder Abzeichen nicht gezwungen werden.

Artikel 530

(1) Keinem im Dienste der polnischen Eisenbahnverwaltung stehenden deutschen Beamten darf seine

tionnaires allemands au service de l'Administration des chemins de fer polonais ne pourra être retiré à aucun d'eux. Ces fonctionnaires ne pourront pas être contraints à recevoir d'autres personnes dans leur logement de service ou logement locatif de service tant que leur famille n'aura pas déménagé. S'il s'agit de leur logement particulier, ces fonctionnaires seront exempts de toutes les mesures de la police ou des offices de logement qui ont trait à l'évacuation forcée, totale ou partielle, des logements.

2. — Les fonctionnaires allemands quittant le service des chemins de fer polonais, ou leurs survivants, auront le droit de continuer à occuper, pendant un délai maximum de trois mois, leur logement de service ou leur logement locatif de service jusqu'à ce qu'ils puissent s'installer dans un logement de leur nouveau lieu de service ; ce délai courra à dater du premier jour du mois du calendrier qui suit la cessation du service. Toutefois, le fonctionnaire sera tenu de céder à son successeur pour lui seul, une partie du logement, avec part à la cuisine, contre remboursement proportionnel du loger, sauf si des raisons spéciales s'y opposaient. Les plaintes adressées au Comité supérieur n'auront pas d'effet suspensif.

Article 531

Si un fonctionnaire allemand a du terrain de l'administration à sa disposition, il s'entendra avec son successeur sur les conditions de la reprise de ce terrain en conformité des prescriptions allemandes en vigueur jusqu'ici. Il devra en particulier être permis au fonctionnaire allemand de faire la récolte, à défaut de quoi il lui sera payé une indemnité équitable pour la fumure et les soins donnés aux plantations.

Article 532

Les droits aux soins médicaux gratuits et au libre choix du médecin, tels qu'ils existent au moment du transfert de la souveraineté, seront maintenus. Est également garanti l'exercice des droits résultant de la qualité de membre des caisses-maladie, caisses pour soins pharmaceutiques et caisses de décès existantes. Les médecins allemands attitrés du chemin de fer qui sont encore en activité demeureront à la disposition des fonctionnaires allemands. Les certificats de ces médecins auront la même valeur officielle que les certificats des médecins polonais attitrés du chemin de fer. En cas de maladies chroniques et d'accidents, et s'il n'y a pas de médecins attitrés

Dienst- oder Dienstmietwohnung entzogen werden. Auch dürfen solche Beamte nicht gezwungen werden, in die Dienst- oder Dienstmietwohnungen fremde Personen aufzunehmen, bis sie mit ihrer Familie die Wohnung geräumt haben. Sie sind von allen Maßnahmen der Polizei- und Wohnungsämter, die sich auf die zwangsweise Räumung ihrer Privatwohnung oder von Teilen derselben beziehen, befreit.

(2) Beim Ausscheiden aus dem polnischen Eisenbahndienste steht den Beamten oder ihren Hinterbliebenen bis zum Beziehen einer Wohnung am neuen Dienstorte das Recht der Weiterbenutzung der bisherigen Dienst- oder Dienstmietwohnung bis zur Höchstdauer von drei Monaten, von dem auf die Dienstbeendigung folgenden Monatsersten an gerechnet, zu. Der Beamte ist jedoch verpflichtet, seinem Nachfolger für dessen Person einen Teil seiner Wohnung unter Mitbenutzung der Küche gegen anteilige Erstattung des Mietzinses zu überlassen, sofern nicht besondere Gründe entgegenstehen. Eine Beschwerde an das Oberkomitee hat keine aufschiebende Wirkung.

Artikel 531

Hat ein deutscher Beamter Dienstland, so vollzieht sich die Auseinandersetzung mit dem Nachfolger nach den bisher geltenden deutschen Bestimmungen. Insbesondere muß dem Beamten die Aberntung gestattet oder für Düngung und Aufwuchs eine angemessene Entschädigung gewährt werden.

Artikel 532

Die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit bestehenden Rechte auf freie ärztliche Behandlung und freie Arztwahl bleiben erhalten. Ebenso wird die Ausübung der Rechte aus der Mitgliedschaft bei bestehenden Kranken-, Arznei- und Sterbekassen gewährleistet. Auch müssen für die deutschen Beamten die bisherigen deutschen Bahnärzte, soweit sie noch vorhanden sind, weiter zur Verfügung stehen. Die Atteste dieser Ärzte stehen amtlich den Attesten der polnischen Bahnärzte gleich. Bei chronischen Krankheiten und bei Unfällen wird, wenn ein deutscher Bahnarzt am Orte fehlt, auf Verlangen der nächst erreichbare deutsche Arzt kraft Anordnung des Oberkomitees zugezogen werden.

allemands sur place, le Comité supérieur, si demande lui en est faite, fera appeler le médecin allemand le plus proche.

Article 533

Si des fonctionnaires allemands des chemins de fer sont au bénéfice de contrats d'assurance contre le vol avec effraction, le vol simple et l'incendie, ils pourront correspondre librement avec les compagnies d'assurances ayant leur siège en Allemagne.

Article 534

La Direction des chemins de fer polonais accordera aux fonctionnaires allemands à son service les mêmes secours que reçoivent les fonctionnaires des chemins de fer en Allemagne.

Article 535

1. — Les prescriptions de la loi allemande du 18 juin 1901 sur l'assistance des fonctionnaires en cas d'accidents professionnels (*Reichsgesetzblatt* 1901, page 211), avec dispositions additionnelles et règlement d'exécution, seront applicables aux fonctionnaires allemands au service des chemins de fer polonais, ainsi qu'à leurs survivants.

2. — Les demandes en découlant devront être adressées à l'Administration des chemins de fer allemands (voir article 502) à qui incombera le soin de fixer et de payer les indemnités, conformément aux dispositions allemandes, après entente avec l'Administration des chemins de fer polonais. Les autorités supérieures allemandes conserveront leurs compétences en cette matière.

3. — Si, outre la loi mentionnée à l'alinéa 1 ci-dessus, des prescriptions administratives allemandes prévoient une assistance en cas d'accident, ces prescriptions s'appliqueront également aux fonctionnaires allemands.

4. — La Pologne remboursera à l'Administration des chemins de fer allemands toutes les sommes déboursées par cette dernière en vertu des dispositions du présent article.

Article 536

1. — La mise à la retraite d'un fonctionnaire allemand, ainsi que la fixation et le paiement de sa pension, seront effectués par l'Administration des chemins de fer allemands d'après les prescriptions allemandes. Il en sera de même, en cas de décès du fonctionnaire, pour la fixation et le paiement des allocations aux survivants.

Artikel 533

Soweit für die deutschen Eisenbahnbeamten Einbruchs-, Diebstahls- und Brandversicherungsverträge bestehen, wird der ungehinderte Verkehr mit den Organen der Versicherungsgesellschaften im Deutschen Reiche wie bisher gewährleistet.

Artikel 534

Die polnische Eisenbahndirektion wird den in ihrem Dienste beschäftigten deutschen Beamten Unterstützungen in dem bei der deutschen Eisenbahnverwaltung üblichen Umfang gewähren.

Artikel 535

(1) Die Vorschriften des Reichsgesetzes, betreffend Fürsorge für Beamte infolge von Betriebsunfällen, vom 18. Juni 1901 (Reichsgesetzbl. 1901 S. 211) und die dazu erlassenen Ergänzungs- und Ausführungsbestimmungen finden auf die im polnischen Eisenbahndienste beschäftigten deutschen Beamten und deren Hinterbliebene entsprechende Anwendung.

(2) Daraus entstehende Ansprüche sind an die deutsche Eisenbahnverwaltung (Artikel 502) zu richten, der im Einvernehmen mit der polnischen Eisenbahnverwaltung die Festsetzung und Zahlung der Bezüge nach den deutschen Bestimmungen obliegt. Die Zuständigkeit der deutschen Behörden höherer Instanz bleibt bestehen.

(3) Soweit neben dem im Abs. 1 bezeichneten Gesetze deutsche Verwaltungsbestimmungen Unfallfürsorge vorsehen, werden diese Bestimmungen auch auf die deutschen Beamten angewendet werden.

(4) Für alle aus den Bestimmungen dieses Artikels entstehenden Aufwendungen wird Polen die deutsche Eisenbahnverwaltung schadlos halten.

Artikel 536

(1) Die Versetzung eines deutschen Beamten in den Ruhestand sowie die Festsetzung und Zahlung seines Ruhegehalts erfolgt nach den deutschen Bestimmungen durch die deutsche Eisenbahnverwaltung. Das gleiche gilt auch im Falle des Todes eines Beamten für die Festsetzung und Zahlung der Hinterbliebenenbezüge.

2. — L'Administration des chemins de fer polonais paiera le trimestre de grâce (*Gnadenquartal*). Elle accordera aux retraités ou, en cas de décès, aux survivants, tous les droits spécifiés aux articles 506 à 513, 527, 528, 530, 531 et 542.

3. — Les délais indiqués aux articles 530 et 542 commenceront à courir le jour du décès ou de la mise à la retraite.

Article 537

1. — En ce qui concerne les pensions de retraite et les allocations accordées aux survivants, l'Administration des chemins de fer polonais remboursera au Reich une part de ces pensions et allocations proportionnelles à la durée du service que le fonctionnaire allemand a passé auprès d'elle par rapport au nombre total de ses années de service. Dans l'application de cette disposition on ne distinguera pas si la mise à la retraite a eu lieu pendant que le fonctionnaire était au service des chemins de fer polonais ou après son retour au service allemand.

2. — A ces versements, pourra être substitué, à la suite d'un accord des deux administrations de chemins de fer, le paiement d'une somme forfaitaire.

Article 538

A moins que les deux administrations de chemins de fer ne soient convenues d'un autre mode de procéder, le retransfert des fonctionnaires à l'Administration des chemins de fer allemands ne pourra avoir lieu qu'à la fin d'un trimestre du calendrier. Le retransfert devra être notifié à cette Administration trois mois d'avance, avec indication des noms des intéressés; ceux-ci seront avisés de la même façon. Le retransfert s'effectuera sans délai dans les cas spécifiés aux articles 515, alinéa 5, et 523, alinéa 3, ainsi qu'en cas de maladie si cette dernière ne résulte pas du service et dure sans interruption depuis plus de quatre semaines.

Article 539

L'Administration des chemins de fer allemands reprendra immédiatement à son service le fonctionnaire qui en fera la demande, si les conditions du présent titre n'ont pas été remplies à son égard.

Article 540

Si un fonctionnaire allemand désire rentrer au service du Reich avant l'expiration du délai indiqué à l'article 503, il ne pourra demander son

(2) Die polnische Eisenbahnverwaltung zahlt das Gnadenquartal. Sie gewährt dem Pensionär oder im Todesfalle den Hinterbliebenen die in den Artikeln 506 bis 513, 527, 528, 530, 531 und 542 bezeichneten Rechte.

(3) Die in den Artikeln 530 und 542 bestimmten Fristen laufen vom Todestag oder vom Pensionierungstage.

Artikel 537

(1) Die polnische Eisenbahnverwaltung erstattet dem Reiche einen der Dauer der Dienstleistung bei ihr im Verhältnis zur Gesamtdienstleistung entsprechenden Anteil an den Pensions- und Hinterbliebenenbezügen, gleichviel ob die Pensionierung während der Dienstleistung bei der polnischen Eisenbahnverwaltung oder nach Rückkehr in den Reichsdienst erfolgt.

(2) An Stelle dieser Beträge kann nach näherer Vereinbarung der Eisenbahnverwaltungen eine Pauschalvergütung gezahlt werden.

Artikel 538

Sofern die beiden Eisenbahnverwaltungen keine anderweitige Abmachung treffen, erfolgt die Rücküberweisung der Beamten zum Schlusse eines Kalendervierteljahrs. Sie ist unter namentlicher Bezeichnung der Personen der deutschen Eisenbahnverwaltung und den Beamten unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist anzuzeigen. Die Rücküberweisung erfolgt ohne Frist in den Fällen der Artikel 515 Abs. 5 und 523 Abs. 3 sowie in Krankheitsfällen, wenn die Krankheit nicht in ursächlichem Zusammenhange mit der Dienstausübung steht und ununterbrochen länger als vier Wochen dauert.

Artikel 539

Die Rückübernahme durch die deutsche Verwaltung erfolgt im Einzelfall auf Wunsch eines Beamten ohne Frist, wenn die Bestimmungen dieses Titels gegenüber dem Beamten nicht eingehalten worden sind.

Artikel 540

Sofern ein deutscher Beamter schon vor Ablauf der im Artikel 503 vorgesehenen Dienstdauer in den Reichsdienst zurückzukehren wünscht, kann dies nur

retransfert que pour la fin d'un trimestre du calendrier. Sa demande devra être adressée par écrit trois mois d'avance à l'Administration des chemins de fer allemands et à l'Administration des chemins de fer polonais.

Article 541

Dans les cas prévus aux articles 538 à 540, les fonctionnaires retransférés à l'Administration des chemins de fer allemands recevront les indemnités de transfert fixées par les prescriptions allemandes en vigueur à ce moment-là, plus le remboursement de leurs débours, à moins que ceux-ci ne soient déjà couverts par les frais de déplacement. Ces sommes seront pour un tiers à la charge de la Pologne.

Article 542

1. — A la condition que leur retour en Allemagne s'effectue dans les six mois, à compter du premier jour du mois qui suit la fin de leur service, la Pologne garantit aux fonctionnaires allemands, ou, en cas d'empêchement, à leurs mandataires, le transport gratuit de leur avoir (mobilier, vivres, combustibles, animaux — petit et gros bétail, abeilles, etc. — approvisionnements de fourrage et tous autres objets) ainsi que l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances. La disposition ci-dessus s'applique également aux membres de la famille des fonctionnaires allemands vivant dans leur ménage, à leurs domestiques et, en cas de décès des fonctionaires, à leurs survivants, ainsi qu'à leurs mandataires; elle s'étend à tout ce qui est propriété de ces personnes le jour de leur déménagement. Une visite des objets ne pourra avoir lieu qu'au domicile du fonctionnaire et qu'au moment du déménagement. Il n'y aura point de visite en cours de route ou à la frontière. Les objets emportés ne peuvent être frappés, lors du déménagement, d'un droit de rétention pour créances de l'État, des communes, d'autres corporations publiques ou de particuliers, sauf en vertu de jugements ou d'arrêts des tribunaux civils ordinaires. Il ne pourra non plus être exigé d'attestations établissant qu'il n'y a pas de créances de ce genre. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux certificats établissant que les impôts et les taxes scolaires ont été payés.

2. — Pendant le délai prévu au premier alinéa du présent article, les fonctionnaires, les membres de leur famille, ou leurs mandataires, seront autorisés à entrer librement dans la Haute Silésie polonaise, et il leur sera accordé, en ce qui con-

zum Schlusse eines Kalendervierteljahrs erfolgen. Der Antrag ist unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist der deutschen und der polnischen Eisenbahnverwaltung schriftlich einzureichen.

Artikel 541

In den Fällen der Artikel 538 bis 540 erhalten die zurücküberwiesenen Beamten Versetzungsgebühren nach den jeweils geltenden deutschen Bestimmungen zuzüglich der Entschädigung für entstandene Auslagen, soweit diese nicht durch die Versetzungsgebühren gedeckt sind. Die Beträge werden von Polen zu einem Drittel getragen.

Artikel 542

(1) Polen sichert den deutschen Beamten oder im Falle ihrer Behinderung deren Beauftragten das Recht zu, innerhalb 6 Monaten, von dem auf die Beendigung der dienstlichen Tätigkeit folgenden Monatsersten an gerechnet, ihre gesamte Habe, einschließlich des Hausrats, der Lebensmittel, der Heizmaterialien und des gesamten Viehes (Groß- und Kleinviehes, Bienen u. dgl.) sowie der Futtervorräte für die Tiere, fracht-, zoll-, gebühren- und abgabenfrei abzutransportieren. Diese Vergünstigung bezieht sich auch auf die im Haushalte des Beamten lebenden Familienmitglieder, auf ihre Dienstboten und im Falle des Todes des Beamten auf seine Hinterbliebenen sowie auf die Beauftragten dieser Personen; sie umfaßt alles, was am Tage des Abzugs ihr Eigentum ist. Eine Untersuchung der Sachen ist nur beim Abzug im Hause des Beamten zulässig; unterwegs oder an der Grenze ist davon abzusehen. Auch dürfen diese Sachen beim Abzug nicht zum Gegenstand eines Zurückbehaltungsrechts wegen etwaiger Forderungen des Staates, der Gemeinden oder sonstiger öffentlicher Körperschaften sowie von Privatpersonen gemacht werden, soweit nicht Urteile oder Beschlüsse der ordentlichen Zivilgerichte vorliegen. Es dürfen auch keine Bescheinigungen, daß solche Forderungen nicht bestehen, aus diesem Anlaß gefordert werden. Dies gilt indessen nicht von Bescheinigungen des Inhalts, daß Steuern und Schulabgaben bezahlt worden sind.

(2) Während der im Abs. 1 bezeichneten Frist ist den Beamten, ihren Familienangehörigen oder ihren Beauftragten die Einreise in Polnisch-Oberschlesien zu gestatten, auch sind ihnen alle statthaften Erleichterungen in bezug auf die Paßvorschriften zu gewähren.

cerne les passeports, toutes les facilités compatibles avec les prescriptions en vigueur.

3. — A la demande du fonctionnaire, il sera mis à sa disposition, pour son déménagement, au maximum deux vagons du type dont il a besoin.

Article 543

La Pologne se réserve le droit de conserver définitivement à son service certains fonctionnaires allemands de chemin de fer s'ils y consentent.

Article 544

1. — Les fonctionnaires allemands passant définitivement au service de la Pologne quittent de ce fait le service du Reich et perdent tous droits envers lui.

2. — Le Gouvernement polonais reconnaît et assurera aux fonctionnaires passant définitivement du service des Chemins de fer allemands au service des Chemins de fer polonais tous les droits et expectatives qu'ils auront acquis en étant au service des Chemins de fer allemands (nomination définitive, avancement, traitement, pension, allocations aux survivants), étant entendu qu'il leur sera tenu compte de toutes les années passées au service public allemand.

3. — Les dispositions de l'article 519 ne seront point applicables à ces fonctionnaires.

Article 545

Les dispositions des articles 501 à 544 sont applicables par analogie aux employés allemands (*Angestellte*) au service temporaire des chemins de fer polonais.

Chapitre II

Ouvriers de chemins de fer

Article 546

1. — L'Administration des chemins de fer polonais reprendra, le jour du transfert des chemins de fer, tous les ouvriers, y compris les ouvriers auxiliaires figurant dans l'état nominatif du personnel au 1er avril 1921, sans que ces ouvriers aient besoin de s'annoncer auprès des services des Chemins de fer polonais. Si l'effectif des ouvriers dépasse le nombre indiqué par l'état du personnel, on éliminera les ouvriers en surnombre autant que faire se pourra sans se préoccuper de leur qualité

(3) Auf Antrag eines Beamten sind ihm für den Abzug insgesamt bis zu zwei Eisenbahnwagen der erforderlichen Gattung zu stellen.

Artikel 543

Polen behält sich das Recht vor, einzelne deutsche Eisenbahnbeamte mit ihrer Zustimmung endgültig in polnische Dienste zu übernehmen.

Artikel 544

(1) Die deutschen Beamten, die endgültig in polnische Dienste übertreten, scheiden aus dem deutschen Reichsdienst aus und verlieren damit alle Rechte gegen das Reich.

(2) Den Beamten, die aus dem deutschen in den polnischen Eisenbahndienst endgültig übertreten, werden alle im deutschen Eisenbahndienst erworbenen Rechte (Anwartschaft auf Anstellung, Beförderung, Besoldung, Pensionierung und Hinterbliebenenfürsorge) unter Anrechnung der im deutschen öffentlichen Dienste zugebrachten Dienstjahre von der polnischen Regierung anerkannt und sichergestellt.

(3) Auf diese Beamten finden die Bestimmungen des Artikels 519 keine Anwendung.

Artikel 545

Die Bestimmungen der Artikel 501 bis 544 gelten entsprechend für die vorübergehend im polnischen Eisenbahndienste beschäftigten Angestellten.

Kapitel II

Eisenbahnarbeiter

Artikel 546

(1) Die polnische Eisenbahnverwaltung übernimmt am Tage des Überganges der Eisenbahnen sämtliche Arbeiter einschließlich der »Aushilfsbediensteten« nach dem Gesamtkopfetat vom 1. April 1921 ohne besondere Anmeldung in den polnischen Eisenbahndienst. Sollte der Bestand an Arbeitern diesen Kopfetat übersteigen, so scheiden von den überzähligen Arbeitern tunlichst ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit — und tunlichst von den zuletzt in den Eisenbahndienst eingetretenen angefangen —

de ressortissants d'un État ou d'un autre ; l'élimination portera d'abord, si possible, sur les ouvriers qui sont entrés au service du chemin de fer en dernier lieu. Le nombre de ces éliminations devra réduire l'effectif des ouvriers à celui porté sur l'état du 1er avril 1921.

2. — Les ouvriers qui sont en surnombre dans un service seront envoyés dans les services qui n'ont pas leur plein effectif ou seront notés d'avance dans ce but.

3. — Dans les six mois qui suivront le transfert des chemins de fer, l'Administration des Chemins de fer polonais n'éliminera pas plus d'ouvriers allemands qu'il ne sera licencié d'ouvriers polonais du service des Chemins de fer allemands dans la partie allemande du territoire plébiscité.

Article 547

1. — Les ouvriers allemands au service des Chemins de fer polonais devront s'abstenir de tous agissements anti-polonais. Seront applicables par analogie, les dispositions de l'alinéa premier de l'article 515.

2. — Le co-directeur allemand du personnel devra collaborer conformément à l'alinéa premier de l'article 522, à toutes les mesures qui concernent l'échange et le renvoi d'ouvriers allemands ou qui touchent à des questions ouvrières d'ordre général.

Article 548

L'Administration des chemins de fer polonais appliquera l'échelle des salaires concernant les ouvriers, telle qu'elle existera à la date de la remise des chemins de fer. Elle reconnaîtra également comme valable la classification des localités.

Article 549

1. — Les ouvriers de chemins de fer qui désirent entrer au service de l'Allemagne et qui manifestent cette volonté dans les six mois après la remise des chemins de fer seront, au cours du mois qui suivra leur déclaration, échangés contre des ouvriers polonais de la partie allemande du territoire plébiscité.

2. — Ces ouvriers bénéficieront des dispositions des articles 511 et 542. Chacune des deux administrations des chemins de fer payera la moitié des indemnités de déménagement.

3. — De même, l'Administration des chemins de fer allemands appliquera les dispositions des

so viele aus, daß die Zahl der verbleibenden Arbeiter dem Kopfetat vom 1. April 1921 entspricht.

(2) Arbeiter, die an einer Dienststelle überzählig sind, werden zur Ausfüllung von Lücken an anderer Stelle verwandt oder vorgemerkt.

(3) Die polnische Eisenbahnverwaltung wird innerhalb 6 Monaten seit dem Übergange der Eisenbahnen keine Entlassungen deutscher Arbeiter in größerer Anzahl vornehmen, als polnische Arbeiter im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets aus dem deutschen Eisenbahndienst ausscheiden.

Artikel 547

(1) Die deutschen Arbeiter sind verpflichtet, sich jeder polenfeindlichen Betätigung zu enthalten. Die Bestimmungen des Artikels 515 Abs. 1 finden entsprechende Anwendung.

(2) Bei Maßnahmen, die den Austausch und die Entlassung deutscher Arbeiter betreffen, sowie bei allen Arbeiterangelegenheiten allgemeiner Art ist der deutsche Personalkodezernent gemäß Artikel 522 Abs. 1 zu beteiligen.

Artikel 548

Die polnische Eisenbahnverwaltung tritt in die mit den Arbeitern am Tage der Übernahme der Eisenbahnen bestehenden Lohntarife einschließlich des Ortsklassenverzeichnisses ein.

Artikel 549

(1) Eisenbahnarbeiter, die in den deutschen Dienst zu treten wünschen und diesen Willen innerhalb 6 Monaten seit der Übernahme der Eisenbahn zu erkennen geben, werden gegen polnische Arbeiter aus dem deutschen Teile des Abstimmungsgebiets innerhalb eines Monats nach Abgabe ihrer Erklärung ausgetauscht.

(2) Die polnische Regierung wird ihnen die gleichen Erleichterungen zugestehen, wie sie in den Artikeln 511 und 542 den Beamten zugestanden sind. Umzugsentschädigungen zahlt jede Eisenbahnverwaltung zur Hälfte.

(3) In gleicher Weise wird die deutsche Eisenbahnverwaltung sich verhalten, wenn polnische Arbeiter,

deux alinéas ci-dessus aux ouvriers polonais à son service qui veulent entrer au service de la Pologne.

4. — L'Administration des chemins de fer polonais garantira aux ouvriers mentionnés à l'alinéa 3 ci-dessus les droits et expectatives qu'ils auront acquis comme membres d'une caisse allemande d'assurance contre les maladies, d'une caisse allemande de pension pour ouvriers ou d'une assurance allemande contre les accidents ou enfin d'une assurance allemande en faveur des survivants ; elle les acceptera comme membres des caisses correspondantes polonaises avec tous leurs droits et avantages ci-dessus.

Chapitre III

Service de liquidation (Abwicklungsstelle)

Article 550

1. — Pour la liquidation des travaux restant à accomplir par l'Administration des chemins de fer allemands après la remise des chemins de fer à la Pologne (travaux de décompte, triage des dossiers et des plans, transmissions d'affaires particulières, remise des lignes, des biens-fonds, des bâtiments, des objets d'inventaire, des matières, etc.) il sera institué à Katowice un Service de liquidation (*Abwicklungsstelle*) dirigé par des fonctionnaires supérieurs allemands qu'assistera le personnel allemand nécessaire.

2. — La durée de l'activité de ce service à Katowice sera déterminée par l'Administration des chemins de fer allemands d'entente avec le Comité supérieur.

3. — L'Administration des chemins de fer polonais réservera gratuitement à cet effet les locaux de service nécessaires dans le bâtiment de la Direction et autorisera les fonctionnaires et employés du Service de liquidation à voyager gratuitement et sans aucune entrave sur le réseau de la direction et à utiliser librement le téléphone et le télégraphe pour les besoins du service; elle transportera gratuitement les lettres et envois de service. L'Administration accordera au Service de liquidation toutes les facilités dont il aura besoin pour accomplir sa tâche; sa correspondance ne sera point soumise à la censure.

4. — Les fonctionnaires de l'Administration des chemins de fer allemands y compris les délégués du Ministère des Communications du Reich, seront autorisés à entrer dans la Haute Silésie polonaise et à y séjourner pour contrôler les travaux du Service de liquidation.

die in deutschem Dienst stehen, in polnische Dienste treten wollen.

(4) Den im Abs. 3 bezeichneten Arbeitern sichert die polnische Eisenbahnverwaltung die aus der Mitgliedschaft bei einer deutschen Kranken- oder Arbeiterpensionskasse oder Unfall- und Hinterbliebenenversicherung erworbenen Rechte und Anwartschaften zu und wird sie mit diesen Rechten und Anwartschaften in ihre entsprechenden Kassen übernehmen.

Kapitel III

Abwickelungsstelle

Artikel 550

(1) Zur Abwicklung der nach der Übergabe der Eisenbahnen an Polen verbleibenden deutschen Dienstaufgaben (Abrechnungsarbeiten, Aussonderung der Akten und Pläne, Übergabe der Geschäfte im einzelnen, Übergabe der Strecken, der Liegenschaften, der Gebäude, der Inventarien, der Materialien u. dgl.) wird unter Leitung von deutschen oberen Beamten nebst dem erforderlichen deutschen Personal eine deutsche Abwickelungsstelle in Kattowitz errichtet.

(2) Die Dauer der Tätigkeit dieser Stelle in Kattowitz wird im Einvernehmen mit dem Oberkomitee von der deutschen Eisenbahnverwaltung bestimmt.

(3) Die polnische Eisenbahnverwaltung wird im Direktionsgebäude die hierzu erforderlichen Diensträume unentgeltlich bereithalten, den Beamten und Angestellten der Abwickelungsstelle die unentgeltliche und ungehinderte Bereisung des Direktionsbezirkes, die freie Benutzung des Fernsprechers und Telegraphen für dienstliche Zwecke sowie die freie Beförderung von Dienstbriefen und Dienstgütern gestatten und alle Erleichterungen gewähren, die zur Erledigung der Dienstaufgaben der Abwickelungsstelle erforderlich sind. Der Schriftverkehr der Abwickelungsstelle unterliegt nicht der Briefzensur.

(4) Zur Überprüfung der Arbeiten der Abwickelungsstelle wird den Beamten der deutschen Eisenbahnverwaltung einschließlich der Kommissare des Ministers Einreise und Aufenthalt in Polnisch-Oberschlesien gestattet.

Article 551

Les fonctionnaires du Service de liquidation pourront, en cas de besoin, être échangés contre d'autres; ils relèveront de l'Administration allemande des chemins de fer et seront représentés, eux aussi, par l'homme de confiance mentionné à l'article 513. Leur traitement sera payé par le Reich. Leurs dossiers personnels seront conservés à l'Administration allemande des chemins de fer.

Article 552

Le Gouvernement polonais accorde aux fonctionnaires et employés du Service de liquidation les droits et facilités mentionnés aux articles 506 à 513, 527, 530, premier alinéa, deuxième phrase, 533 et 542, tels qu'il les accorde aux fonctionnaires allemands au service temporaire de ses chemins de fer.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Article 553

1. — Le Gouvernement polonais accordera aux fonctionnaires, employés et ouvriers des chemins de fer allemands qui, à l'occasion de la remise des chemins de fer, retourneront en Allemagne ou y seront déjà retournés, mais qui auront laissé provisoirement en Haute Silésie polonaise des membres de leur famille vivant dans leur ménage, des domestiques ou des biens, les droits stipulés aux articles 507 à 511, 527, alinéa 2, 528, 530 et 542, tels qu'ils sont reconnus aux fonctionnaires allemands de chemins de fer au service temporaire de la Pologne. Ces mêmes droits sont stipulés au profit des personnes susmentionnées et, en cas d'empêchement, au profit de leurs mandataires; tous auront le droit d'entrer dans la Haute Silésie polonaise. Le délai indiqué aux articles 530 et 542 commence à courir du jour de la remise des chemins de fer et sera, dans le cas de l'article 530, limité à un mois.

2. — Seront admis au bénéfice des mesures de l'alinéa 1 ci-dessus, à condition qu'ils se trouvent dans les mêmes circonstances, les fonctionnaires retraités allemands, les survivants de fonctionnaires, employés et ouvriers allemands de chemin de fer, ainsi que les fonctionnaires, employés et ouvriers allemands en service dans les gares frontières ou gares frontières de jonction sises sur territoire allemand.

3. — L'Administration des chemins de fer allemands signalera immédiatement à l'Administra-

Artikel 551

Die Beamten der Abwickelungsstelle, die im Bedarfsfalle gegen andere ausgetauscht werden können, unterstehen der deutschen Eisenbahnverwaltung und werden durch den im Artikel 513 bezeichneten Vertrauensmann mitvertreten. Ihre Besoldung erfolgt durch das Deutsche Reich. Ihre Personalakten bleiben bei der deutschen Eisenbahnverwaltung.

Artikel 552

Die polnische Regierung räumt den Beamten und Angestellten der Abwickelungsstelle die gleichen Rechte und Vergünstigungen ein, die in den Artikeln 506 bis 513, 527, 530 Abs. 1 Satz 2, 533 und 542 den vorübergehend im Dienste ihrer Eisenbahnverwaltung tätigen deutschen Beamten gewährt worden sind.

Kapitel IV

Verschiedene Bestimmungen

Artikel 553

(1) Die polnische Regierung räumt den Beamten, Angestellten und Arbeitern der deutschen Eisenbahnverwaltung, die aus Anlaß der Übergabe der Eisenbahnen nach Deutschland abwandern oder bereits abgewandert sind, aber ihre Familien, Hausangehörigen und ihr Dienstpersonal oder ihre Vermögenswerte einstweilen in Polnisch-Oberschlesien zurücklassen oder zurückgelassen haben, für sie selbst und die bezeichneten Personen oder im Falle ihrer Verhinderung deren Beauftragten die gleichen Rechte ein, wie sie in den Artikeln 507 bis 511, 527 Abs. 2, 528, 530 und 542 den vorübergehend im polnischen Dienste tätigen deutschen Beamten gewährt worden sind. Insbesondere ist ihnen oder ihren Beauftragten die Einreise in Polnisch-Oberschlesien zu gestatten. Die in den Artikeln 530 und 542 erwähnte Frist läuft vom Tage der Übergabe der Bahnen ab und beschränkt sich im Falle des Artikels 530 auf einen Monat.

(2) Unter den gleichen Voraussetzungen gelten die Bestimmungen des Abs. 1 auch für die Pensionäre und Hinterbliebenen der Eisenbahnbediensteten sowie für die deutschen Bediensteten, die auf den deutschen Grenzbahnhöfen, einschließlich der Grenzübergangsbahnhöfe, Dienst verrichten.

(3) Demgegenüber wird die deutsche Eisenbahnverwaltung zur Sicherung von Privatwohnungen für

tion des chemins de fer polonais les logements d'agents allemands sur le point de devenir vacants, afin que les agents polonais puissent s'assurer ces logements; d'une manière générale, elle viendra en aide à l'Administration des chemins de fer polonais pour procurer à son personnel des logements dans la mesure du possible. Les agents de chemins de fer allemands seront invités à donner avis en ce sens le plus tôt possible.

Article 554

1. — Les dispositions des articles 510, 528, 530, alinéa 2, 531, 542 et 545 seront applicables par analogie aux agents qui passent définitivement de la partie allemande du territoire plébiscité au service de l'Administration des chemins de fer polonais, si ces agents ont déclaré, dans le délai d'un mois à dater du jour du transfert de la souveraineté, vouloir passer au service polonais.

2. — Les délais prévus aux articles 530, alinéa 2, et 542 commencent à courir du jour où l'agent fait la déclaration en question.

3. — Par suite du passage à l'Administration polonaise des agents mentionnés à l'alinéa 1 ci-dessus, tous les droits qu'ils avaient acquis envers l'Administration des chemins de fer allemands seront considérés comme éteints.

Chapitre V
Voies de recours

Article 555

1. — Dans toutes les questions traitées au présent titre et qui sont de la compétence de l'Administration des chemins de fer, mais sur lesquelles l'Administration allemande et l'Administration polonaise ou le personnel allemand au service polonais et l'Administration polonaise ou enfin le co-directeur du personnel, désigné à l'article 522, et le Président de la Direction des chemins de fer polonais sont en désaccord, il appartiendra au Comité supérieur de les départager (voir articles 400 et 401).

2. — Il en est de même des désaccords entre les agents mentionnés à l'article 554 et l'Administration des chemins de fer allemands.

3. — Les requérants et leur homme de confiance (article 513) seront autorisés à se présenter personnellement devant le Comité supérieur si la Direction a déjà pris une décision ou si elle la retarde sans de justes motifs.

polnische Eisenbahnbedienstete von jedem bevorstehenden Freiwerden einer Wohnung eines deutschen Eisenbahnbediensteten der polnischen Eisenbahnverwaltung unverzüglich Kenntnis geben und sie auch sonst bei der Sicherung von Wohnungen nach Möglichkeit unterstützen. Die deutschen Eisenbahnbediensteten werden veranlaßt werden, alsbald entsprechende Meldungen zu erstatten.

Artikel 554

(1) Die Bestimmungen der Artikel 510, 528, 530 Abs. 2, 531, 542 und 545 finden auf die Bediensteten, die aus dem deutschen Teile des Abstimmungsgebiets in den Dienst der polnischen Eisenbahnverwaltung dauernd übertreten, sinngemäß Anwendung, sofern diese Bediensteten ihren Willen zum Übertritte binnen einem Monate vom Tage des Übergangs der Staatshoheit ab erklärt haben.

(2) Die Fristen der Artikel 530 Abs. 2 und 542 laufen vom Tage der bezeichneten Erklärung der Bediensteten ab.

(3) Mit dem Übertritt erlöschen sämtliche Rechte, die diese Bediensteten bis dahin gegenüber der deutschen Eisenbahnverwaltung erworben haben.

Kapitel V
Rechtsschutz

Artikel 555

(1) In allen zur Zuständigkeit der Eisenbahnverwaltung gehörenden Angelegenheiten dieses Titels, in denen Meinungsverschiedenheiten zwischen der deutschen und der polnischen Eisenbahnverwaltung oder zwischen dem im polnischen Eisenbahndienste beschäftigten deutschen Personal und der polnischen Eisenbahnverwaltung oder zwischen dem im Artikel 522 bezeichneten Personalkodezernenten und dem Präsidenten der polnischen Eisenbahndirektion entstehen, entscheidet das Oberkomitee (vgl. Artikel 400 und 401).

(2) Dies bezieht sich auch auf Meinungsverschiedenheiten zwischen den im Artikel 554 bezeichneten Bediensteten und der deutschen Eisenbahnverwaltung.

(3) Den beschwerdeführenden Bediensteten und dem Vertrauensmann (Artikel 513) ist der persönliche Vortrag beim Oberkomitee zu gestatten, sofern eine Entscheidung der Direktion schon getroffen worden ist oder ungerechtfertigt verzögert wird.

4. — Chacun des deux Gouvernements aura le droit de recourir auprès de la Commission Mixte, conformément aux disposition de l'article 401 alinéa 3.

Article 556

Si un conflit vient à se produire au sujet des droits appartenant à l'Administration des chemins de fer allemands aux termes des articles 550 et 551, ou au sujet des réclamations nées des articles 506, 507 et 512, la Commission Mixte, sur demande du Gouvernement allemand, se prononcera à défaut de compétence de l'Administration des chemins de fer.

Article 557

1. — Si les agents visés à l'article 555, alinéas 1 et 2, présentent des revendications en vertu des articles 508, 509, 510, 511, 530, alinéa 1, phrase 3, et des articles 545, 549, alinéas 2 et 3 et des articles 552, 553 et 554, le Comité supérieur, en cas de contestation, et sur demande de la partie plaignante, éclaircira l'affaire, à défaut de compétence de l'Administration des chemins de fer, et se mettra en rapport avec les autorités intéressées de l'administration civile locale pour obtenir un règlement à l'amiable.

2. — L'agent intéressé sera autorisé à exposer personnellement ses revendications devant le Comité supérieur.

Article 558

Les dispositions des articles 55 à 63 sur la procédure applicable à l'exercice du droit d'option, seront, par analogie, appliquées au règlement des différends relatifs aux revendications présentées en vertu des articles 542, 545, 549, alinéas 2 et 3, 552, 553 et 554.

Article 559

Toute action intentée en vue de faire valoir des revendications, conformément aux articles 510 (phrase 3), 515 (alinéa 4), 518, 519, 520, 521, 531, 536 (alinéa 2, phrase 1), 545, 548, 552, 553 et 554, pourra être portée devant les tribunaux civils ordinaires.

Article 560

Tout agent des chemins de fer allemands au service polonais, qui aura à présenter à la Pologne une réclamation basée sur les dispositions du présent titre, devra la soumettre par écrit avant la date à laquelle il quitte le service polonais ou au plus tard dans un délai de quatre semaines à partir de cette date. Il ne sera tenu compte

(4) Gegen die Entscheidung des Obmanns des Oberkomitees steht jeder Regierung die Anrufung der Gemischten Kommission gemäß Artikel 401 Abs. 3 zu.

Artikel 556

Über Rechte, welche der deutschen Eisenbahnverwaltung auf Grund der Artikel 550 und 551 zustehen, sowie über Ansprüche, die auf Grund der Artikel 506, 507 und 512 erhoben werden können, entscheidet, soweit deren Regelung nicht zur Zuständigkeit der Eisenbahnverwaltung gehört, im Streitfalle auf Anrufung der deutschen Regierung die Gemischte Kommission.

Artikel 557

(1) Werden von den im Artikel 555 Abs. 1 und 2 bezeichneten Bediensteten Ansprüche auf Grund der Artikel 508, 509, 510, 511, 530 Abs. 1 Satz 3, 545, 549, Abs. 2 und 3, 552, 553 und 554 erhoben, so wird, soweit deren Regelung nicht zur Zuständigkeit der Eisenbahnverwaltung gehört, im Streitfall auf Anrufung des Beschwerdeführers das Oberkomitee, soweit möglich, den Sachverhalt aufklären und sich zum Zwecke gütlicher Erledigung mit der beteiligten Landesverwaltungsbehörde ins Benehmen setzen.

(2) Der persönliche Vortrag beim Oberkomitee ist den bezeichneten Bediensteten zu gestatten.

Artikel 558

Für die Entscheidung von Streitigkeiten über Ansprüche auf Grund der Artikel 542, 545, 549 Abs. 2 und 3, 552, 553 und 554 finden die in den Artikeln 55 bis 63 bezeichneten Vorschriften über das Verfahren bei Ausübung der Rechte der Optanten entsprechende Anwendung.

Artikel 559

Für die Geltendmachung von Ansprüchen auf Grund der Artikel 510, Satz 3, 515, Abs. 4, 518, 519, 520, 521, 531, 536, Abs. 2 Satz 1, und der Artikel 545, 548, 552, 553 und 554 steht der Rechtsweg vor den ordentlichen Landesgerichten offen.

Artikel 560

Ansprüche, die auf Grund der Bestimmungen dieses Titels gegen Polen entstanden sind, erlöschen binnen vier Wochen nach dem Ausscheiden des Berechtigten aus dem polnischen Eisenbahndienst, es sei denn, daß sie vor dem Ausscheiden oder spätestens vier Wochen nach dem Ausscheiden schriftlich angemeldet worden sind. Erfährt der Berechtigte die den Anspruch be-

d'aucune réclamation présentée ultérieurement. Si l'intéressé n'a connaissance des faits donnant un fondement à sa réclamation que postérieurement à la date où il a quitté le service, le délai de quatre semaines ne courra que du jour où ces faits sont parvenus à sa connaissance.

Chapitre VI

Disposition finale

Article 561

Toutes les dispositions du présent titre pourront être modifiées par les deux Administrations de chemins de fer agissant d'un commun accord. Elles seront valables même si la forme économique ou administrative des Chemins de fer allemands ou polonais venait à changer.

gründenden Tatsachen erst nach dem Ausscheiden, so beginnt die Frist von vier Wochen mit dem Ablauf des Tages, an dem der Berechtigte von den Tatsachen erfahren hat.

Kapitel VI

Schlußbestimmung

Artikel 561

Alle Bestimmungen dieses Titels können durch Einvernehmen der beiden Eisenbahnverwaltungen abgeändert werden. Sie gelten auch für den Fall einer Abänderung der Wirtschafts- oder Verwaltungsform der deutschen oder der polnischen Eisenbahnen.

Sixieme Partie

Commission mixte et Tribunal arbitral de Haute Silésie

Titre Premier

Organisation

Article 562

1. — La Commission mixte a son siège à Katowice et se compose de deux Membres allemands, de deux Membres polonais, ainsi que d'un Président d'une autre nationalité.

2. — Les Membres doivent être natifs de Haute Silésie ou être particulièrement au courant des affaires de Haute Silésie, soit par suite de leur profession ou de leur activité comme fonctionnaires, soit pour avoir séjourné plusieurs années en Haute Silésie.

3. — La Commission mixte prend ses résolutions conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 563

§ 1

1. — Le Tribunal arbitral a son siège à Beuthen et se compose d'un Arbitre polonais et d'un Arbitre allemand, ainsi que d'un Président d'une autre nationalité.

Teil VI

Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht für Oberschlesien

Titel I

Organisation

Artikel 562

(1) Die Gemischte Kommission hat ihren Sitz in Kattowitz; sie besteht aus zwei deutschen und zwei polnischen Mitgliedern sowie aus einem Präsidenten fremder Staatsangehörigkeit.

(2) Die Mitglieder müssen in Oberschlesien geboren oder mit den oberschlesischen Verhältnissen durch ihren Beruf, ihre dienstliche Tätigkeit oder durch mehrjährigen Aufenthalt in Oberschlesien besonders vertraut sein.

(3) Die Gemischte Kommission faßt ihre Beschlüsse gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens.

Artikel 563

§ 1

(1) Das Schiedsgericht hat seinen Sitz in Beuthen; es besteht aus einem deutschen und einem polnischen Schiedsrichter sowie aus einem Präsidenten fremder Staatsangehörigkeit.

2. — Ne peuvent être nommés Arbitres que les personnes qui, d'après les lois de l'État qui les nomme, possèdent les aptitudes nécessaires pour remplir les fonctions de juge d'un tribunal ordinaire ou administratif. Leur fonction d'Arbitre doit être leur fonction principale ; comme autres fonctions, ils ne pourront exercer que des fonctions judiciaires ou académiques.

3. — Les Arbitres sont nommés pour trois ans ; ils peuvent être renommés.

§ 2

Avant l'expiration de la période pour laquelle ils sont nommés, les Arbitres ne peuvent être destitués de leurs fonctions que pour les mêmes raisons, suivant la même procédure et par la même autorité que des juges d'un tribunal de deuxième instance en Pologne (*sąd apalacyjny*) ou en Allemagne (*Oberlandesgericht*) selon leur nationalité.

§ 3

1. — Les Arbitres sont indépendants. Ils ne sont liés par aucune instruction.

2. — Le Tribunal arbitral rend ses sentences conformément aux dispositions de la présente Convention et conformément aux lois en vigueur, pourvu que ces lois ne soient pas en contradiction avec les dispositions de la présente Convention. Un examen de la concordance ne peut toutefois avoir lieu que quand il n'est pas exclu par la Convention.

Article 564

1. — Le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais s'adresseront en commun au Conseil de la Société des Nations pour le prier de nommer les Présidents de la Commission mixte et du Tribunal arbitral.

2. — Le Gouvernement allemand nomme les membres allemands de la Commission mixte et l'Arbitre allemand ; le Gouvernement polonais nomme les Membres polonais et l'Arbitre polonais.

Article 565

1. — L'installation solennelle du Président de la Commission mixte et du Président du Tribunal arbitral se fait par un délégué du Gouvernement allemand et un délégué du Gouvernement polonais agissant ensemble.

2. — L'installation solennelle des Membres de la Commission mixte se fait par le Président de la Commission ; celle des Arbitres, par le Président du Tribunal arbitral.

(2) Die Schiedsrichter müssen nach den Gesetzen des Staates, der sie ernennt, die Befähigung zum Richteramte bei den ordentlichen oder den Verwaltungsgerichten besitzen. Sie versehen ihr Amt als Hauptamt; als Nebenämter dürfen sie nur richterliche oder akademische Ämter bekleiden.

(3) Die Schiedsrichter werden auf drei Jahre ernannt; ihre Wiederernennung ist zulässig.

§ 2

Vor Ablauf der Zeit, für die sie ernannt werden, können die Schiedsrichter nur aus denselben Gründen, in denselben Formen und durch dieselbe Stelle ihres Amtes enthoben werden, wie die Richter eines Gerichts zweiter Instanz (des Appellationsgerichts) in Polen oder (des Oberlandesgerichts) in Deutschland.

§ 3

(1) Die Schiedsrichter sind unabhängig. Sie sind an keine Weisungen gebunden.

(2) Das Schiedsgericht fällt seine Entscheidungen gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens und gemäß den geltenden Gesetzen, soweit sie nicht den Bestimmungen dieses Abkommens zuwiderlaufen. Die Übereinstimmung der Gesetze mit den Bestimmungen dieses Abkommens darf jedoch nur geprüft werden, wenn dies nicht ausdrücklich in diesem Abkommen ausgeschlossen worden ist.

Artikel 564

(1) Die deutsche Regierung und die polnische Regierung werden gemeinsam den Völkerbundrat um die Ernennung der Präsidenten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts ersuchen.

(2) Die deutsche Regierung ernennt die deutschen Mitglieder der Gemischten Kommission und den deutschen Schiedsrichter; die polnische Regierung ernennt die polnischen Mitglieder und den polnischen Schiedsrichter.

Artikel 565

(1) Die förmliche Einführung des Präsidenten der Gemischten Kommission und des Präsidenten des Schiedsgerichts erfolgt gemeinschaftlich durch einen Bevollmächtigten der deutschen Regierung und einen Bevollmächtigten der polnischen Regierung.

(2) Die Mitglieder der Gemischten Kommission werden durch den Präsidenten der Gemischten Kommission, die Schiedsrichter durch den Präsidenten des Schiedsgerichts förmlich eingeführt.

Article 566

1. — Si le Président de la Commission mixte ou le Président du Tribunal arbitral est empêché d'exercer ses fonctions pendant un certain temps, le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais s'adresseront au Conseil de la Société des Nations pour qu'il nomme un remplaçant, en prenant, s'il y a lieu, l'avis du Président à remplacer.

2. — Si un Membre de la Commission mixte ou un Arbitre est empêché, c'est le Gouvernement qui a nommé la personne à remplacer qui nommera le remplaçant. Les remplaçants des Membres de la Commission mixte et des Arbitres doivent avoir les mêmes aptitudes que celles exigées pour ceux qu'ils remplacent. Les remplaçants des Arbitres ne peuvent exercer, outre leurs fonctions de remplaçants, que des fonctions judiciaires ou académiques. Ils ne peuvent pas exercer la profession d'avocats ou de conseils.

Artikel 566

(1) Ist der Präsident der Gemischten Kommission oder der Präsident des Schiedsgerichts für längere Zeit an der Ausübung seiner Amtsgeschäfte verhindert, so werden die deutsche Regierung und die polnische Regierung den Völkerbundrat um die Ernennung eines Vertreters ersuchen, nachdem sie, soweit tunlich, den zu vertretenden Präsidenten gehört haben.

(2) Ist ein Mitglied der Gemischten Kommission oder ein Schiedsrichter verhindert, so ernennt die Regierung, die den zu Vertretenden ernannt hat, den Vertreter. Die Vertreter müssen dieselben Eigenschaften haben, die für die Vertretenen selbst vorgeschrieben sind. Die Vertreter der Schiedsrichter dürfen im Hauptamt nur richterliche oder akademische Ämter bekleiden; den Beruf eines Rechtsanwalts oder berufsmäßigen Rechtsberaters dürfen sie nicht ausüben.

Article 567

Si le Président de la Commission mixte ou le Président du Tribunal arbitral sont temporairement empêchés d'exercer leurs fonctions, les affaires administratives de la Commission mixte seront gérées par un membre allemand et par un membre polonais à désigner au début de chaque année par leur Gouvernement; les affaires administratives du Tribunal arbitral seront gérées par les deux Arbitres.

Artikel 567

Sind der Präsident der Gemischten Kommission oder der Präsident des Schiedsgerichts vorübergehend an der Ausübung ihrer Amtsgeschäfte verhindert, so werden die Verwaltungsgeschäfte der Gemischten Kommission von einem deutschen Mitglied und von einem polnischen Mitglied, die von ihrer Regierung zu Beginn jedes Geschäftsjahrs zu bezeichnen sind, die Verwaltungsgeschäfte des Schiedsgerichts von den beiden Schiedsrichtern wahrgenommen.

Article 568

1. — Le Président de la Commission mixte et le Président du Tribunal arbitral nomment, sur une base paritaire et après accord avec les deux Gouvernements, les fonctionnaires et les assistants nécessaires.

2. — Ils fixent également, après accord avec les deux Gouvernements, le titre officiel de ces fonctionnaires.

3. — Les Chefs des deux bureaux ne doivent être ni allemands ni polonais.

4. — Les Présidents donnent les instructions de service au personnel de leurs bureaux respectifs. Les fonctionnaires et les employés de la Commission mixte et du Tribunal arbitral relèvent hiérarchiquement de leur Président. Ils doivent lui promettre solennellement, la main dans la main en guise de serment, d'accomplir fidèlement leur devoir.

Artikel 568

(1) Der Präsident der Gemischten Kommission und der Präsident des Schiedsgerichts ernennen die erforderlichen Beamten und Hilfskräfte auf paritätischer Grundlage und im Einvernehmen mit den beiden Regierungen.

(2) Sie bestimmen ebenfalls die Amtsbezeichnungen dieser Beamten im Einvernehmen mit den beiden Regierungen.

(3) Die Leiter der beiden Bureaus dürfen weder Deutsche noch Polen sein.

(4) Die Präsidenten erlassen die Dienstanweisungen für das Personal ihrer Bureaus. Die Beamten und Angestellten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts unterstehen dienstlich ihren Präsidenten. Sie haben diesen durch Handschlag an Eides Statt die treue Erfüllung ihrer Dienstpflichten zu geloben.

5. — Le Président ne congédiera un fonctionnaire ou un employé, s'il est polonais ou allemand, qu'après en avoir référé au Gouvernement de l'intéressé.

6. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral élaborent eux-mêmes le réglement intérieur.

Article 569

1. — Chaque Gouvernement nomme un Agent d'État pour représenter auprès de la Commission mixte et auprès du Tribunal arbitral les intérêts auxquels il doit veiller. La nomination est notifiée par écrit aux deux Présidents, ainsi qu'à l'autre Gouvernement. Elle subsiste tant que le rappel de l'Agent et la nomination d'un autre Agent ne sont pas notifiées de la même manière.

2. — L'Agent d'État aura à sa disposition les conseillers et assistants nécessaires pour le seconder. Il peut se faire remplacer par eux soit d'une manière générale, soit pour certaines espèces d'affaires, soit pour une affaire déterminée.

Article 570

1. — La Commission mixte et le Tribunal arbitral, les Présidents et les Membres de la Commission mixte et du Tribunal arbitral, ainsi que les fonctionnaires et les employés au service de la Commission mixte et du Tribunal arbitral, jouissent en matière pénale, sur le territoire des deux États contractants, de la même protection spéciale que les autorités et les fonctionnaires du pays.

2. — Le Président de la Commission mixte et le Président du Tribunal arbitral sont respectivement compétents pour prendre l'initiative de toute poursuite (*Strafantrag*) pour des délits commis contre la Commission mixte, le Tribunal arbitral ou les Membres et fonctionnaires de ces institutions.

Article 571

Les Membres ou fonctionnaires de la Commission mixte ou du Tribunal arbitral, de nationalité polonaise ou allemande, sont punis pour touts délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, par les autorités de leur État, de la même manière que s'ils étaient fonctionnaires de cet État.

Article 572

1. — Les Parties contractantes garantissent les privilèges et immunités diplomatiques aux

(5) Der Präsident wird einen Beamten oder Angestellten, wenn dieser Pole oder Deutscher ist, erst entlassen, nachdem er sich darüber mit der Regierung des Staates, dem der Beamte oder Angestellte angehört, ins Benehmen gesetzt hat.

(6) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht geben sich ihre Geschäftsordnung selbst.

Artikel 569

(1) Jede Regierung ernennt einen Staatsvertreter, der die von ihr wahrzunehmenden Interessen bei der Gemischten Kommission und bei dem Schiedsgerichte geltend macht. Die Ernennung wird den beiden Präsidenten und der anderen Regierung schriftlich mitgeteilt. Sie gilt, bis die Abberufung und die Ernennung eines anderen Staatsvertreters in gleicher Weise mitgeteilt worden ist.

(2) Dem Staatsvertreter werden die zu seiner Unterstützung erforderlichen Referenten und Hilfskräfte beigegeben. Er kann ihnen seine Vertretung allgemein oder für bestimmte Arten von Geschäften oder in einzelnen Sachen übertragen.

Artikel 570

(1) Die Gemischte Kommission und das Schiedsgericht, die Präsidenten sowie die Mitglieder der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts und die bei der Gemischten Kommission und dem Schiedsgericht angestellten Beamten genießen in dem Gebiete der beiden vertragschließenden Staaten denselben besonderen strafrechtlichen Schutz, der den Landesbehörden und Landesbeamten gewährt wird.

(2) Den Strafantrag bei Vergehen gegen die Gemischte Kommission, gegen das Schiedsgericht oder gegen deren Mitglieder oder Beamte stellt der Präsident der Gemischten Kommission oder der Präsident des Schiedsgerichts.

Artikel 571

Wenn sich die Mitglieder oder die Beamten der Gemischten Kommission oder des Schiedsgerichts, die Deutsche oder Polen sind, eines Amtsvergehens schuldig machen, werden sie von den Behörden ihres Staates ebenso bestraft, als wenn sie die strafbare Handlung im Dienste ihres eigenen Staates begangen hätten.

Artikel 572

(1) Die vertragschließenden Teile sichern den beiden Präsidenten, den Mitgliedern der Gemischten Kom-

deux Présidents, aux Membres de la Commission mixte, aux Arbitres, aux Chefs des deux bureaux, ainsi qu'aux Agents d'État. Si ces personnes sont des ressortissants de l'un des deux États contractants, elles n'auront droit aux privilèges et immunités en question que dans le territoire de l'autre État.

2. — Les fonctionnaires et les employés au service de la Commission mixte, du tribunal arbitral ou des Agents d'État — en tant qu'ils se trouvent en service sur le territoire de celui des deux États dont ils ne sont pas ressortissants — sont exemptés

1° de tous impôts et taxes relatifs à leur traitement et aux autres émoluments résultant de leur service auprès de la Commission mixte ou du Tribunal arbitral, à l'exception des taxes et impôts dus à la commune ou aux églises et des taxes scolaires;

2° de la juridiction ordinaire pour tout ce qui touche à leur activité officielle, ainsi que de la détention préventive, à moins qu'il ne s'agisse de poursuites pour crime;

3° de l'obligation de témoigner des faits relevant de leur activité officielle, à moins que le Président de la Commission mixte ou celui du Tribunal arbitral, ou l'Agent d'État, selon les cas n'autorise le témoignage.

3. — Les locaux de la Commission mixte et du Tribunal arbitral sont inviolables.

mission, den Schiedsrichtern, den Leitern der beiden Bureaus und den Staatsvertretern die diplomatischen Vorrechte und Befreiungen zu. Gehören diese Personen einem der beiden vertragschließenden Staaten an, so gelten diese Vorrechte und Befreiungen nur für das Gebiet des anderen Staates.

(2) Die Beamten und Angestellten bei der Gemischten Kommission, bei dem Schiedsgericht und bei den Staatsvertretern genießen, soweit sie sich dienstlich auf dem Gebiete des Staates aufhalten, dessen Angehörige sie nicht sind, Befreiung

1. von allen Abgaben und Steuern auf das Gehalt und die übrigen Einnahmen aus ihrer dienstlichen Tätigkeit bei der Gemischten Kommission oder bei dem Schiedsgerichte, mit Ausnahme der Kommunal- und Kirchensteuern sowie der Schulabgaben;
2. von der ordentlichen Gerichtsbarkeit in Ansehung ihrer dienstlichen Tätigkeit sowie von der Untersuchungshaft, sofern es sich nicht um die Verfolgung wegen eines Verbrechens handelt;
3. von der Pflicht zur Ablegung eines Zeugnisses über Vorgänge, die ihre amtliche Tätigkeit betreffen, soweit nicht der Präsident der Gemischten Kommission oder der Präsident des Schiedsgerichts oder der Staatsvertreter den ihm unterstellten Beamten oder Angestellten die Ablegung des Zeugnisses gestattet.

(3) Die Diensträume der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts sind unverletzlich.

Article 573

1. — Les deux Gouvernements remettront aux Présidents de la Commission mixte et du Tribunal arbitral, par l'intermédiaire de leurs délégués mentionnés à l'article 565, une carte d'identité leur permettant de passer la frontière et séjourner dans l'une et l'autre partie du territoire plébiscité sans avoir besoin de passeports ou autre pièce d'identité.

2. — Pour les autres personnes mentionnées à l'article 572, les papiers d'identité nécessaires leur seront fournis par l'intermédiaire des Agents d'État sur demande du Président. Il en sera de même en ce qui concerne les membres des Commissions arbitrales ou de conciliation prévues par la présente Convention .

Artikel 573

(1) Die beiden Regierungen werden den Präsidenten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts durch die im Artikel 565 bezeichneten Bevollmächtigten einen Ausweis übergeben, der ihnen gestattet, ohne Paß oder anderes Ausweispapier die Grenze zu überschreiten und sich in beiden Teilen des Abstimmungsgebietes aufzuhalten.

(2) Den anderen im Artikel 572 bezeichneten Personen werden die erforderlichen Ausweise durch die Vermittlung der Staatsvertreter auf Antrag der Präsidenten übergeben. Das gleiche gilt für die Mitglieder der in diesem Abkommen vorgesehenen Schieds- und Schlichtungsstellen.

Article 574

1. — Les émoluments des Présidents de la Commission mixte et du Tribunal arbitral, ainsi que les traitements, à fixer d'accord avec le Gouvernement polonais et avec le Gouvernement allemand, des fonctionnaires et des assistants des bureaux, enfin les frais du service, seront payés par moitié par la Pologne et par l'Allemagne.

2. — Les Arbitres touchent uniquement un traitement fixé d'accord avec eux avant leur nomination.

3. — En matière de revendications relatives au paiement de leurs traitements et indemnités, les Membres de la Commission mixte et du Tribunal arbitral peuvent recourir aux tribunaux de leur pays.

Article 575

Les Présidents de la Commission mixte et du Tribunal arbitral établissent leur budget annuel d'accord avec les Agents d'État.

Article 576

L'emploi de la langue officielle de la Commission mixte et du Tribunal arbitral est réglé comme suit :

§ 1

Langue des débats

1. — Les Présidents se servent de la langue qui leur est familière. Quant aux autres personnes participant officiellement aux débats, elles se servent de la langue allemande ou polonaise.

2. — Les déclarations, requêtes, résolutions et décisions doivent être traduites en allemand ou en polonais, et, s'il y a lieu, dans les deux langues.

3. — Les personnes qui participent aux débats sans qualité officielle, se servent de la langue allemande ou polonaise, à moins qu'elles ne sachent ni l'une ni l'autre.

4. — La traduction sera faite par le Président, par un Membre de la Commission mixte ou par un Arbitre et, le cas échéant, par un interprète.

5. — Le procès-verbal est rédigé en allemand et en polonais.

Artikel 574

(1) Die Gehälter der Präsidenten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts sowie die im Einvernehmen mit der polnischen Regierung und der deutschen Regierung festzusetzenden Gehälter der Beamten und Hilfskräfte der Bureaus und die aus der Tätigkeit beider Behörden entstehenden sachlichen Kosten werden von Polen und Deutschland je zur Hälfte getragen.

(2) Die Schiedsrichter erhalten nur ein Gehalt, das mit ihnen vor ihrer Ernennung zu vereinbaren ist.

(3) Für die vermögensrechtlichen Ansprüche der Mitglieder der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts auf Gehalt und Entschädigungen ist der Rechtsweg vor den ordentlichen Gerichten ihres Landes gegeben.

Artikel 575

Die Präsidenten der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts stellen den Haushaltsplan für ihre Behörde für jedes Geschäftsjahr im Einvernehmen mit den Staatsvertretern auf.

Artikel 576

Über die Amtssprache der Gemischten Kommission und des Schiedsgerichts wird folgendes bestimmt:

§ 1

Verhandlungssprache

(1) Die Präsidenten bedienen sich der Sprache, die ihnen geläufig ist. Die übrigen Amtspersonen bedienen sich der deutschen oder der polnischen Sprache.

(2) Erklärungen, Anträge, Beschlüsse und Entscheidungen werden ins Deutsche oder ins Polnische, gegebenenfalls in beide Sprachen, übertragen.

(3) Nichtbeamtete Personen dürfen sich in den Verhandlungen der deutschen oder der polnischen Sprache bedienen, es sei denn, daß sie keine der beiden Sprachen beherrschen.

(4) Die Übersetzung wird von dem Präsidenten, von einem Mitglied der Gemischten Kommission oder einem Schiedsrichter, erforderlichenfalls von einem Dolmetscher, vorgenommen.

(5) Das Protokoll wird in deutscher und in polnischer Sprache geführt.

§ 2

Langues du service intérieur.

1. — Dans le service intérieur, chacun peut se servir de l'allemand et du polonais.

2. — Les circulaires de service d'un caractère général, les affiches dans les bureaux, etc., devront être rédigées en allemand et en polonais.

3. — Aura la première place, la langue officielle du pays dans lequel se trouve la Commission ou le Tribunal.

§ 3

Langues du service extérieur.

Les requêtes adressées à la Commission mixte ou au Tribunal arbitral doivent être rédigées en polonais ou en allemand. La réponse sera rédigée dans la même langue, à moins que le destinataire y renonce. Pour le reste, toutes les pièces, communications, notifications officielles, citations, etc., destinées à une autorité allemande ou à destination de l'Allemagne, doivent être rédigées en allemand, et toutes les pièces, communications, notifications officielles, citations, etc., destinées à une autorité polonaise ou à destination de la Pologne, doivent être rédigées en polonais.

§ 4

Les dispositions du présent article s'appliquent d'une manière analogue aux Commissions arbitrales ou de conciliation instituées en vertu de la présente Convention.

§ 2

Sprache des inneren Dienstes

(1) Im inneren Dienste kann sich jeder der deutschen oder der polnischen Sprache bedienen.

(2) Innere Verfügungen allgemeiner Art, Anschläge in den Bureauräumen usw. werden deutsch und polnisch abgefaßt.

(3) An erster Stelle steht die Amtssprache des Staates, in dessen Gebiete sich der Sitz der Gemischten Kommission oder des Schiedsgerichts befindet.

§ 3

Sprache des äußeren Dienstverkehrs

Eingaben an die Gemischte Kommission oder an das Schiedsgericht sind in polnischer oder in deutscher Sprache abzufassen. Sie werden in derselben Sprache beantwortet, falls nicht der Einsender darauf verzichtet. Im übrigen werden alle Schriftstücke, Mitteilungen, Zustellungen, Ladungen usw., die an eine deutsche Behörde oder nach Deutschland gerichtet sind, deutsch und alle Schriftstücke, Mitteilungen, Zustellungen, Ladungen usw., die an eine polnische Behörde oder nach Polen gerichtet sind, polnisch abgefaßt.

§ 4

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auf die in diesem Abkommen eingesetzten Schieds- und Schlichtungsstellen entsprechende Anwendung.

Titre II

Procédure et Compétence

Chapitre premier

Commission mixte

Article 577

1. — Sauf disposition contraire, la Commission mixte ne s'occupe d'une affaire qu'à la demande de l'un des Agents d'État.

2. — La procédure est introduite par une requête écrite de l'Agent d'État. Cette requête doit comprendre des conclusions précises.

3. — Elle comprend de plus :

1° un exposé détaillé des faits sur lesquels se basent les conclusions ;

Titel II

Verfahren und Zuständigkeit

Kapitel I

Gemischte Kommission

Artikel 577

(1) Die Gemischte Kommission tritt, soweit nicht ein anderes bestimmt worden ist, nur auf Antrag eines Staatsvertreters in Tätigkeit.

(2) Das Verfahren wird durch eine schriftliche Eingabe des Staatsvertreters eingeleitet. Die Eingabe muß einen bestimmten Antrag enthalten.

(3) Sie soll ferner enthalten:

1. eine eingehende Darstellung der Tatsachen, auf die der Antrag gestützt wird;